

bulletin hebdo



CONFLIT SOCIAL : DES ACCORDS MAIS SANS TRIOMPHALISME

Managua, 20 mars (ANN). Après plus de 50 heures de négociation, le Front national des travailleurs (FNT) et le gouvernement ont signé un accord qui répond aux revendications du personnel de la Santé et de l'Education en matière de salaires et ouvre la voie aux négociations salariales dans les autres secteurs. Sous la pression, le gouvernement a donc été obligé d'assouplir le plan économique mis en oeuvre le 3 mars et destiné à éliminer l'hyperinflation. Il garantit aujourd'hui que le coût de la stabilisation sera réparti équitablement sur tous les secteurs sociaux. Mais pour les travailleurs, malgré les aspects positifs des engagements pris, le triomphalisme n'est pas de mise: le gouvernement ne les a pas habitués à respecter les accords qu'il signe lorsque le ton monte. Seule, la Santé a pu arracher des ajustements salariaux conséquents grâce à deux mois d'une lutte énergique menée dans l'unité. Les employés du mini-

stère de l'Education, parmi les plus mal payés du secteur public, devront se contenter d'augmentations plus modestes et les autres travailleurs négocieront dans chaque entreprise et probablement dans le cadre d'un rapport de force moins favorable.

Voici, en résumé, le contenu de ces accords passés le 18 mars entre le gouvernement, d'une part, le FNT et la Commission nationale de négociation de la Santé, d'autre part.

SOMMAIRE

Conflit social : des accords mais sans triomphalisme

Pour un plan de stabilisation rationnel et juste

Pas de solution au conflit de la terre

San José VII: Le conflit salvadorien prend le pas sur les thèmes économiques

Mener une opposition cohérente

Une maison décente, peut-être un jour

El Salvador : recul électoral de la droite

El Salvador : la paix ne passe pas par les élections

Le Belize entre les Caraïbes et l'Amérique

Accompagner une révolution et ses lendemains

En bref

40 P 11481



-Le FNT respectera une trêve jusqu'au 22 mai, durant laquelle il garantira le déroulement de l'activité productive

-Les postes dans la Santé et l'Education seront soumis dès le mois de mars à un reclassement salarial respectivement de 55% et 35 % qui vient s'ajouter à l'augmentation appliquée à tous les travailleurs pour compenser la maxi-dévaluation

-Les hôpitaux seront approvisionnés en matériel

-Après le 22 mai, les bas salaires des travailleurs de l'Etat seront réajustés s'il est constaté qu'ils ont perdu de leur pouvoir d'achat

-Chaque entreprise nationalisée négociera séparément les augmentations salariales

-La propriété de la terre est garantie aux paysans bénéficiaires de la Réforme agraire et les titres de propriété promis seront délivrés

-Le gouvernement s'engage à relancer l'activité des secteurs déclarés prioritaires, à payer ses dettes aux entreprises de la construction, à mener à bien le Programme d'investissements publics destiné à créer des emplois et enfin à appuyer les projets de relance présentés par les organisations syndicales au cours de la Concertation

-Le gouvernement ne licenciera aucun fonctionnaire de l'Etat en dehors des cas prévus par le Code du travail. Il ne prendra aucune mesure de représailles contre les grévistes

-Le gouvernement et le FNT respecteront le droit au travail et à la grève, sans que celle-ci puisse être confondue avec des occupations de routes, d'entreprises ou de propriétés. Le gouvernement n'aura pas recours à la Force publique contre des grèves non violentes

-Une loi sur le salaire minimum sera discutée à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement, qui s'est engagé à réduire l'hyperinflation dans un délai de deux mois, ne pourra plus, en cas d'échec, en rejeter la responsabilité sur le mouvement syndical dont tous aujourd'hui saluent la "maturité". Pour le FNT, l'accord signé avec le gouvernement, malgré les limites qu'il comporte en matière d'augmentation des salaires, fait clairement la preuve que ce n'est que par la lutte que les travailleurs peuvent se faire entendre : les employés de la Santé, qui ont mené une grève de 55 jours, toutes catégories confondues et en assurant les soins d'urgence, sortent gagnants de la négociation. Dès aujourd'hui, du fait de la décentralisation des discussions salariales, la lutte se transporte dans chaque entreprise. Le travail reprend dans les centres de de-

puis plusieurs jours par la grève. Mais la trêve de dix semaines accordée par le mouvement syndical ne peut pas se transformer en passivité si les travailleurs ne veulent pas voir leurs droits sacrifiés une fois de plus sur l'autel d'une "stabilité" qui ne convient qu'au FMI et aux gros producteurs. C'est ainsi que les employés de banque, qui se sont heurtés à l'intransigeance de leur administration, sont en grève et que des conflits pourraient surgir dans d'autres secteurs.

POUR UN PLAN DE STABILISATION RATIONNEL ET JUSTE

Groupe de recherche du CRIES

Managua, 15 mars (ANN/Barricada). Le gouvernement a justifié son plan anti-inflationniste en expliquant qu'il n'y a pas d'autre alternative viable, que le succès est garanti et que son coût retombera de façon proportionnelle sur les différents secteurs sociaux. Ces trois arguments sont contestables.

LA DEVALUATION

La colonne vertébrale du plan est la dévaluation du cordoba. Sans doute y avait-il un large consensus sur l'idée que le cordoba était surévalué. Les importations étaient ainsi devenues moins chères que la production nationale et les prix internationaux des produits agricoles d'exportation ne couvraient pas les frais de production. Il fallait donc dévaluer. Mais dans quelles proportions?

Les économistes ne sont pas d'accord entre eux sur la question de savoir comment fixer un taux de change. Une mission suédoise dirigée par l'économiste Lance Taylor, venue au Nicaragua en 1989, avait estimé relativement correct le taux de change auquel on était parvenu en mars. Les dévaluations pratiquées par le gouvernement UNO en 1990 ont été inférieures à l'augmentation des prix et, par conséquent, le cordoba s'est trouvé surévalué. C'est principalement pour cette raison que les prix calculés en dollars ont augmenté de plus de 100% en 1990.

Le 3 mars, le gouvernement a annoncé une dévaluation de 400% tandis que les prix publics augmentaient entre 250 et 350% et les salaires du secteur public entre 160 et 216%.

Pour le gouvernement, le succès de ces mesures est assuré si l'on parvient à rompre l'indexation des prix sur le dollar. Soit dit en passant, cette indexation a été fortement stimulée par le gouvernement lui-même lorsqu'il

a établi la parité fictive du cordoba-or avec le dollar. Si les prix n'augmentent pas de plus de 300%, la combinaison de la dévaluation nominale et de cette hausse équivaldra à une dévaluation réelle de 30%. Si le but du gouvernement était d'arriver à une dévaluation réelle de 30%, pourquoi n'a-t-il pas décidé tout simplement d'une dévaluation nominale de cette importance, sans une si forte hausse des prix?

La réponse est capitale et place le débat au niveau des intérêts de classes et du projet de société qui soutendent le plan. La raison fondamentale en est tout d'abord que des mouvements de prix de faible envergure affecteraient probablement la marge de bénéfice de l'entreprise privée; ensuite il serait trop évident que l'on tente d'imposer aux travailleurs une baisse de leur salaire réel. Avec des forces syndicales telles qu'elles existent au Nicaragua, on ne peut tenter cette opération qu'avec une bonne dose d'illusion monétaire.

Si l'on permet une augmentation de salaire entre 160 et 216% et une hausse des prix entre 250 et 350%, on obtient une baisse du salaire réel située entre 25 et 30%. En résumé, le premier objectif d'une dévaluation de cette ampleur est la réduction du salaire réel.

Le second objectif est complémentaire. La dévaluation de 400% provoque une forte réduction des liquidités. Les entreprises qui avaient leurs actifs liquides en cordobas anciens ont vu fondre leur valeur. Cette réduction entraîne de fortes tendances récessives, diminuant le pouvoir d'achat et provoquant le chômage. On exerce ainsi une double pression supplémentaire sur les prix et sur les salaires.

Il y a un troisième objectif: la dévaluation de 400% signifie une hausse des profits du secteur d'exportation. Le taux de change qui a été fixé est le meilleur pour les grands planteurs de coton et de café. De plus, tandis que leurs entrées se multipliaient par 5, leurs dettes ne se multipliaient que par 3,4. Pendant ce temps, le salaire des ouvriers agricoles du coton et du café a été fixé à 97 centimes de dollars par jour (il est de 1,6 dollar au Guatemala où le prix du panier de la ménagère est inférieur à celui du Nicaragua). La clé de la politique actuelle est donc d'opérer un transfert de ressources des salaires vers le secteur capitaliste d'agro-exportation. Nous sommes contre ce transfert qui non seulement est injuste mais encore nous paraît irrationnel en termes économiques.

QUEL MODELE DE SOCIETE?

Tout d'abord, il y aura un prix à payer en matière de croissance économique, et par conséquent d'emplois. Le gouvernement lui-même le reconnaît. Manifestant son intention de protéger les secteurs les plus exposés, il a

annoncé la création de 18 000 emplois dans le cadre des municipalités grâce à une aide de l'AID. C'est bien peu si l'on considère les 540 000 chômeurs actuels et les milliers qui vont les rejoindre bientôt à cause de la récession provoquée par le plan. L'inflation est un problème sérieux, mais la relance et le développement le sont encore plus. On ne peut oublier le fait que, selon le CEPAL, le PIB par habitant a chuté de 40,8% entre 1981 et 1990.

Ce plan est irrationnel en second lieu parce que le gouvernement n'a pas de stratégie de développement. Au contraire, sa politique consiste à assigner des ressources au secteur d'agro-exportation dans l'espoir que ce secteur puisse mettre fin à la crise. Rien n'est moins sûr. L'expérience d'autres pays latino-américains montre que favoriser le secteur d'agro-exportation ne provoque pas forcément la croissance de sa production. Cette hypothèse part de l'idée qu'il existe dans le pays un potentiel de biens et de ressources qui peuvent être transférés sans problème du marché intérieur vers l'exportation. Est-ce le cas du Nicaragua dont le marché intérieur est extrêmement déprimé? Par ailleurs, la détérioration des prix internationaux montre que cette politique apporte des bénéfices de plus en plus réduits.

UN MODELE PLUS EQUILIBRE

Enfin, ce plan est irrationnel car il apporte aux grands producteurs des profits extraordinaires sans rien leur demander en échange. Le cycle agricole 1990-91 est terminé, ce qui implique que la dévaluation n'aura aucun effet sur les exportations avant l'an prochain.

Même si les mesures provoquaient une augmentation de la production du secteur d'exportation, il serait malgré tout juste de questionner le transfert des ressources vers ce secteur à cause des conséquences sociales de ce modèle de développement. Aurions-nous oublié que le modèle agro-exportateur entre dans la genèse des convulsions politiques qui ont marqué les années 70 en Amérique centrale? Un modèle plus équilibré, où les ressources sont partagées entre la production pour le marché intérieur et l'agro-exportation, est plus recommandable. En plus de favoriser des couches plus larges, cette politique rend le pays moins vulnérable face à la chute des prix internationaux.

Il se peut que la petite production agricole n'obtienne pas d'aussi bons rendements que la grande production capitaliste. Mais une consommation réduite d'intrants importés entraîne des coûts de production plus bas et une moins grande dépendance. L'affectation de ressources au secteur paysan peut améliorer la production alimentaire et faire que le pays dépende moins des donations. En outre l'objectif d'auto-suffisance alimentaire ouvre aujourd'hui la perspective d'une stratégie

d'exportation vers le Mexique et le Venezuela. Il y a donc une alternative au modèle de développement induit par le plan actuel, mais elle se fonde sur des secteurs sociaux différents.

Coûts prévisibles, bénéfiques douteux: comment s'explique donc la détermination du gouvernement à appliquer son plan? Antonio Lacayo a donné la réponse: par les financements extérieurs. Les organismes financiers internationaux peuvent seulement concevoir un programme économique dans la perspective des secteurs de la grande production d'exportation, et comme l'a dit A. Lacayo, les ressources qu'ils attribuent sont conditionnées.

Avec la conception à court terme typique des gouvernements d'un seul mandat, les promoteurs du plan au Nicaragua sont plus pressés de faire résonner la caisse enregistreuse que de formuler une stratégie de développement soutenable et cohérente. Les ressources extérieures sont nécessaires mais pas à n'importe quel prix. De plus, le Nicaragua a aujourd'hui une arme dans la négociation face aux organismes internationaux, et en particulier face aux Etats-Unis, qui ne semble pas être utilisée à fond: le jugement de la Cour internationale de justice de La Haye et la situation d'après-guerre sont des arguments de poids.

LES EAUX SALES

Le crédit est un moyen d'assigner des ressources. Paradoxalement, tandis que l'an passé le gouvernement a augmenté le crédit pour le secteur d'exportation, il l'a réduit pour presque tous les autres, provoquant des effets négatifs dans la petite production et l'industrie.

A. Lacayo a insisté sur la nécessité d'en finir avec les émissions inorganiques de monnaie, qu'il a appelées *"les eaux sales du système financier"*, afin d'en finir avec l'inflation. Cet argument se fonde sur la fameuse théorie quantitative de l'argent défendue par les économistes d'inspiration monétariste, selon lesquels l'augmentation de la quantité d'argent provoque la hausse des prix. Nous pensons l'inverse: c'est la hausse des prix qui entraîne le besoin d'augmenter la quantité d'argent. L'inflation est le résultat d'un nombre de facteurs associés au processus de production et à la circulation à cause desquels l'émission inorganique ne peut, en dernier ressort, qu'être utile.

Au Nicaragua, une fois la guerre terminée et les facteurs qui provoquaient l'émission inorganique de monnaie atténués, les causes principales de l'inflation résident dans les dévaluations qui ont entraîné la hausse des prix des importations et la baisse du financement de la production. Si la quantité d'argent n'augmente pas en fonction

de la hausse des prix, une contraction de l'économie peut se produire. La récession qui en résulterait pourrait entraîner la chute de l'inflation mais avec un coût social élevé. L'argument selon lequel le crédit provoque l'inflation est inacceptable. Au contraire, l'augmentation du crédit accompagnée de mesures destinées à favoriser la production peut contribuer à supprimer les facteurs d'inflation.

Une raisonnable expansion du crédit en vue de relancer la production agricole et de moderniser l'industrie est un instrument pour assigner des ressources sans alimenter l'inflation. Les bénéficiaires devront être ceux qui peuvent contribuer à la relance en faveur de la majorité et non seulement des exportateurs. En fait, il ne s'agit là que d'une exigence élémentaire pour tout projet national et démocratique.

PAS DE SOLUTION AU CONFLIT DE LA TERRE

Managua, 17 mars (ANN/Revista del campo). Depuis un an, 63 coopératives ont été occupées et 77 autres sont menacées par des groupes de contras qui, poussés par certains militants de l'UNO, cherchent à arracher par leur propres moyens ce que le gouvernement leur a promis mais ne leur a jamais donné. Ces chiffres ont été rendus publics par l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) au lendemain des déclarations du ministre de la présidence Antonio Lacayo dans lesquelles il réaffirmait la légalité des titres de propriété octroyés par la Réforme agraire sandiniste.

Le département de Matagalpa vit un climat d'insécurité permanente: 22 coopératives sont menacées; 9 d'entre elles ont déjà été occupées violemment en plusieurs occasions avec de graves dommages pour l'infrastructure productive. Les latifundistes qui, avant la Révolution, possédaient les terres de ces 9 coopératives s'abritent aujourd'hui derrière des lettres délivrées par le Procureur régional autorisant l'expulsion des paysans. A Masaya, trois coopératives sont occupées et trois autres menacées d'être envahies. Dans le département de Madriz, dans le nord, la tension règne également: 8 coopératives sont occupées; l'une d'entre elles a été finalement investie le 26 février par des groupes armés qui l'avaient attaquée à trois reprises. Trois personnes ont trouvé la mort dans l'affrontement.

Les Procureurs départementaux, chargés d'étudier les confiscations cas par cas, ont rapidement oublié leur fonction pour se transformer en agitateurs dans les campagnes. Celui de la région de Granada, Enrique Zelaya, est spécialement réputé pour la violence de son comportement: il a autorisé 52 expulsions de coopératives et

s'est allié avec des extrémistes de l'UNO et du ministère de l'Intérieur pour mener à bien ses objectifs.

L'attitude du gouvernement dans les prochains jours sera déterminante. Les paysans des coopératives veulent que leurs terres soient respectées alors que les groupes d'anciens contras exigent qu'on leur attribue légalement les terres qu'ils occupent. Un ancien commandant de la contra écrit à A. Lacayo: *"Dans le département de Jinotega, plus de 1 700 de nos hommes ont envahi plus de 30 propriétés et jusque là, aucun papier du gouvernement n'est venu leur donner la moindre sécurité qu'ils pourront garder ces terres"*. Il y a quelques jours, A. Lacayo déclarait: *"Aucune propriété occupée ne sera légalisée"*. Décision véritable ou pure rhétorique?

SAN JOSE VII: LE CONFLIT SALVADORIEN PREND LE PAS SUR LES THEMES ECONOMIQUES

Sergio Ferrari

Managua, 19 mars (ANN). Le sommet qui a réuni au Nicaragua les ministres des Relations extérieures d'Amérique centrale, d'Europe et des pays du Groupe des trois (Mexique, Colombie, Venezuela) avait en fait deux ordres du jour. La coopération européenne, le statut préférentiel des produits centraméricains sur le marché du vieux monde, la lutte contre le trafic de drogue, le développement de sources d'énergie alternatives, la protection de l'environnement, les droits de l'homme et les réfugiés: voilà pour les sujets officiels. Quant au thème officieux, discuté dans tous les couloirs et dans toutes les conférences de presse, il avait trait à la guerre au Salvador. Il figurait à l'ordre du jour mais l'arrivée, la veille du sommet, d'une délégation des dirigeants du FMLN porteuse d'une nouvelle proposition de paix en a fait le thème majeur de la rencontre.

UNE COOPERATION INSUFFISANTE

Malgré une progression sensible de l'aide de la Communauté européenne au cours des sept dernières années, son montant global n'est que de 0,0019% du PIB de l'ensemble des pays de la CEE. Pendant ce temps, comme l'a signalé dans son discours le ministre nicaraguayen Enrique Dreyfus, trois enfants centraméricains sur cinq vivent dans la pauvreté, deux ne peuvent même pas satisfaire leurs besoins alimentaires, un meurt avant cinq ans et trois centraméricains sur dix sont analphabètes.

La faible présence européenne en Amérique centrale, occultée par les délégués européens, a été soulignée par les latino-américains, qui avaient conçu de grands espoirs

lors du premier sommet en 1984 à San José (Costa Rica). Ces rencontres régulières, dites *"processus de San José"*, sont une instance permanente de dialogue et ont aidé à éviter une intervention militaire directe des Etats-Unis. Mais leurs résultats économiques ont été mineurs. Aujourd'hui, l'Amérique Centrale est proche d'une paix totale et, comme l'a toujours recommandé la CEE, ses gouvernements ont tous été élus, l'aide économique n'est pas pour autant plus abondante. *"Nous attendions une aide supérieure"*, a déclaré à l'ANN le ministre du Costa Rica, Bernd Niehaus Quesada, opinion qui est partagée par le ministre nicaraguayen.

Les Européens ont de leur côté lancé quelques généralités, sans grande conviction. *"En matière de coopération, l'Europe est le premier donateur du monde"*, a expliqué Abel Matutes, un chef d'entreprise espagnol membre du Parti populaire (de droite) venu à Managua comme représentant de la CEE. Pendant ce temps, le ministre français Roland Dumas, dans un discours plein d'images et d'exemples, s'est montré catégorique: *"Rien de plus faux que l'idée que la CEE, influencée par les événements tragiques intervenus dans d'autres régions, aient perdu leur intérêt pour l'Amérique centrale. Nous continuons à ressentir à son égard un attachement profond, quasi passionnel"*.

Mais la résistance de certains Européens à aborder le thème central de la réunion était cependant révélateur. L'Amérique centrale demandait, comme l'ont obtenu récemment les pays du Pacte andin, que ses produits bénéficient de tarifs douaniers préférentiels pour stimuler le développement. On estime que la région paie plus de 200'000 dollars en taxes. La demande sera examinée en commission; s'il est prouvé que les tarifs préférentiels accordés aux pays du Pacte andin portent préjudice aux exportations centraméricaines, la question pourra être analysée de nouveau.

Malgré tout, le sommet a été positif pour la région. Le travail a été efficace et les problèmes concrets ont été abordés. L'Amérique centrale a obtenu le soutien de la CEE pour négocier sa dette lors de la conférence des pays donateurs à Washington la semaine prochaine. Tout aussi important est l'accord de la Communauté pour considérer le Nicaragua comme un cas exceptionnel.

LA GUERRE DU SALVADOR, UN THEME OMNI-PRESENT

La venue de Joaquin Villalobos et de Shafick Handal, membres du commandement général du FMLN qui portaient une nouvelle proposition de paix de la guérilla pour faciliter la négociation a constitué l'événement politique du sommet. Malgré quelques voix isolées, la proposition de paix a été généralement bien accueillie. Le FMLN propose d'accélérer les négociations avec le gou-

vernement et d'engager immédiatement, entre les chefs militaires des deux camps, la discussion sur le cessez-le-feu. Son document propose en effet de traiter simultanément les trois thèmes principaux déterminés lors de la rencontre de Caracas, à savoir la question des Forces armées, la réforme de la constitution et le cessez-le-feu. Cette première phase devrait se terminer avant le 30 mai. Ce nouveau plan de paix implique la reconnaissance par les deux parties d'un "match nul" sur le plan militaire et de l'existence de deux forces armées ayant le contrôle de zones géographiques. Un laconique "il n'y a rien de nouveau" du ministre salvadorien ne semble pas avoir entamé le consensus sur l'idée qu'il faut trouver une solution négociée au conflit.

MENER UNE OPPOSITION COHERENTE

Daniel Alegria

Managua, 15 mars (ANN). Dès ses premiers mois, le gouvernement de l'UNO a mis en oeuvre une politique agressive à l'encontre du sandinisme, la fraction du ministre de la présidence Antonio Lacayo jouant le rôle modéré et conciliateur et le groupe du vice-président Virgilio Godoy se lançant dans la confrontation. Alors que V. Godoy cherche la destruction immédiate du sandinisme, A. Lacayo attend qu'il s'affaiblisse et cesse d'être porteur de valeurs révolutionnaires. Face au projet gouvernemental de démantèlement de la Révolution, le FSLN se doit d'être réaliste, mais sans trahir ses principes et en mettant fin aux ambiguïtés qui menacent son unité.

La restauration des couches sociales détrônées par la Révolution va vite, au détriment de la base électorale du gouvernement. Celui-ci avance dans le démantèlement de la Révolution et bien qu'il perde de sa crédibilité en gouvernant par décrets, il est parvenu à neutraliser en grande partie les bénéfices de la révolution agraire, à s'engager sur le chemin de la privatisation du secteur nationalisé, à transformer le modèle d'éducation et à introduire de nouveaux critères, d'inspiration catholique, sur le terrain idéologique. La majorité des électeurs de l'UNO se retrouvent aujourd'hui victimes de cette politique et à cette déception s'ajoute le mécontentement provoqué par l'attitude de certains membres du gouvernement qui contredit le discours apparemment conciliateur des autres. Par ailleurs, l'introduction forcée de valeurs contraires à celles qui ont prévalu durant dix ans est mal ressentie par un secteur de la population qui dépasse le cercle des militants sandinistes.

Le FSLN s'est retrouvé dans une position nouvelle de parti d'opposition et cette situation a relancé le débat sur

l'unité. Parler de programme et de restructuration interne suppose l'unité, qui est la condition de notre force. La complexité de la situation politique -avec un gouvernement qui se livre au démantèlement des conquêtes révolutionnaires tout en appelant à la concertation- exige de l'opposition une grande habileté et une grande clairvoyance. Les accords de concertation signés entre le gouvernement et l'opposition syndicale et politique sandiniste ont été considérés comme une victoire allant dans le sens des intérêts populaires. Pourtant, cette concertation a été, par certains aspects, préjudiciable : le gouvernement a eu besoin des signatures du Front national des travailleurs (FNT) et du FSLN pour rassurer le FMI et les ajustements économiques qu'il met en oeuvre aujourd'hui semblent ainsi avoir reçu notre aval. Il faut mettre fin aux ambiguïtés qui nous rongent: tant que l'impression demeurera que certains secteurs du FSLN sont favorables à un co-gouvernement que les autres rejettent, notre parti en souffrira.

Le gouvernement est parvenu à faire accepter la base de son nouveau régime économique, avec la privatisation du secteur nationalisé, dont la Banque et le commerce extérieur: les travailleurs renonceraient à le défendre comme le leur et accepteraient de restituer les biens confisqués par la Révolution dans la mesure où le gouvernement prend en compte leurs droits, entre autres celui de devenir propriétaires des entreprises privatisées. Or, accepter la privatisation ne signifie pas seulement entrer en contradiction avec des principes progressistes et révolutionnaires mais engage le contenu du futur programme du FSLN. Cette position suppose que la stabilité politique et le développement économique ne sont pas compatibles avec la préservation du secteur d'Etat.

Une question s'impose donc : quelle est la position du FSLN en matière de propriété sociale? Jusque là, la réponse était claire : préserver le secteur d'Etat. Il est inutile de s'accrocher à l'idée que la privatisation des entreprises au bénéfice des travailleurs serait une politique transitoire, une tactique de lutte, jusqu'au retour au pouvoir du sandinisme. Ses implications dépassent ce cadre. Est-il juste de convaincre les travailleurs, menacés par la privatisation de perdre leur emploi et leurs droits, que la solution révolutionnaire réside dans une privatisation en leur faveur? Ne vaut-il pas mieux les inciter à exiger le maintien et l'amélioration de leurs droits en tant que propriétaires collectifs d'une entreprise d'Etat?

La défense de la Constitution est une des pierres angulaires de l'activité politique du FSLN et elle doit être poursuivie dans l'optique de la défense des intérêts du peuple. Nous devons reconsidérer certaines de nos positions qui se sont objectivement écartées de cette ligne, tel l'aval donné aux accords de concertation qui, indépendamment de la volonté de dialogue et de la recherche de stabilité qui les animaient, supposent que l'on accepte la privati

sation du secteur nationalisé. Ces mêmes accords envisagent l'établissement de banques privées, en violation ouverte à la Constitution.

L'esprit dans lequel le FSLN a appuyé les accords de concertation reflète une préoccupation présente depuis des années -et même depuis 1979- selon laquelle l'unité nationale est nécessaire à la viabilité du projet révolutionnaire. Trouver une solution à la crise par l'effort conjoint de tous les secteurs et l'appui extérieur est un objectif qui répond à l'intérêt du peuple et mérite l'appui du FSLN. Mais l'unité nationale n'est pas un objectif en soi et la solution à la crise économique et sociale ne peut être à n'importe quel prix, surtout si ce prix consiste à mettre en danger l'avenir du projet révolutionnaire. Sinon, la stabilisation économique et sociale se transforme en instrument du démantèlement des conquêtes révolutionnaires et leur ôte tout avenir.

Nous devons assumer pleinement et de manière cohérente notre rôle de parti d'opposition défenseur des intérêts réels de la majorité du peuple. Nous ne devons nous laisser guider par aucun opportunisme politique ni par l'idée de la reprise du pouvoir. Nous devons agir en fonction de nos principes et de la défense des pauvres.

UNE MAISON DECENTE, PEUT-ETRE UN JOUR...

Ondina Olivas

Managua, 17 mars (ANN). Ils construisent leur maison sur les terrains municipaux, avec du carton ou des matériaux récupérés; ou bien ils s'installent dans les ruines laissées au centre de la ville par le tremblement de terre de 1972. 160 000 habitants de Managua n'ont pas d'autres solution pour avoir un toit au-dessus de la tête. La capitale compte aujourd'hui 30 bidonvilles qui n'ont ni eau, ni électricité, ni tout-à-l'égout, ni écoles, ni centres de santé.

Face à ces conditions sanitaires catastrophiques, le gouvernement reste impassible. Il allègue le manque de moyens financiers et se propose, tout simplement, de déplacer les bidonvilles hors de la ville ou sur les terrains inondables et insalubres du bord du lac -décision symbolique du changement, puisque le gouvernement révolutionnaire avait fait un effort inverse, construisant des quartiers nouveaux pour accueillir la population installée près du lac. Préoccupés par l'image de la capitale, les autorités municipales ont demandé aux habitants des bidonvilles situés près du Palais présidentiel de partir ailleurs. Face à leur résistance, le maire Arnoldo Aleman a employé les grands moyens: il a envoyé des pelles mécaniques qui ont détruit une vingtaine de maisons avant d'être arrêtées, puis confisquées, par les habitants. Pour

éviter que de telles violences ne se reproduisent, ces derniers se sont organisés en un Front communal des bidonvilles, qui regroupe la presque totalité d'entre eux. Socorro, qui vit avec ses trois enfants dans une maison en ruine du centre, raconte que les pelles mécaniques emportaient tout ce que contenaient les maisons et que l'une d'entre elles, sans s'en rendre compte, a emporté au milieu d'un tas de matelas un enfant qui est mort asphyxié. *"Nous voulons dialoguer avec le maire et nous sommes disposés à payer les terrains si l'on nous accorde un paiement échelonné et des délais favorables"*. Les habitants sont également prêts à aller s'installer ailleurs, à la condition que le gouvernement leur propose des solutions viables et décentes et qu'il les aide à trouver du travail. En effet, beaucoup d'entre eux sont des petits vendeurs du Marché oriental, des chômeurs ou des militaires renvoyés à la vie civile dans le cadre de la réduction des Forces armées.

Selon Mario Noguera, dirigeant du Mouvement communal dont une des principales batailles concerne le problème du logement, le gouvernement n'a rien fait de concret, au contraire. *"Nous ne permettrons pas les expulsions. Nous exigeons une solution négociée. Nous demandons entre autres que les habitants soient reconnus propriétaires légaux de leur terrain, car c'est la première étape à franchir pour obtenir l'implantation des services minimum comme l'eau et l'électricité. Le gouvernement doit chercher l'aide internationale pour des projets de construction et diminuer les impôts sur les matériaux"*. Le Mouvement communal estime également nécessaire une étude minutieuse des terrains traversés par une faille tellurique ou exposés aux inondations.

La prolifération des bidonvilles a commencé en 1973, mais elle s'est accentuée à cause du fort taux de croissance de la population et de la guerre qui, pendant vingt ans, a provoqué l'exode vers la capitale. Aujourd'hui, il faudrait construire au moins 216 000 logements mais il n'y a aucun projet dans ce sens. Cependant, la vie dans les bidonvilles est dramatique. Les maisons sont en moyenne de 48 m² et abritent douze personnes; le plus souvent, la nourriture manque et les enfants ne sont pas scolarisés. L'eau est un autre problème: les autorités ont supprimé les points d'eau publics, pour obliger les gens à partir. Quand les habitants n'ont pu faire une déviation à partir d'une canalisation proche, ils cherchent une canalisation avariée d'où ils prennent l'eau directement. Pourtant, le bidonville et la maison de carton, c'est mieux que rien. *"Nous n'avons aucun endroit où aller"*, explique une vendeuse de tortillas. Son mari travaille aux chemins de fer et le couple a cinq enfants. Avant de s'installer dans un bidonville du centre-ville, la famille allait d'un endroit à l'autre, hébergée par quelque parent, toujours dans des maisons où il y avait déjà trop de monde. *"Un jour, peut-être, nous aurons les moyens d'arranger notre maison"*. Pour le moment, elle n'a même pas de porte...

EL SALVADOR: REcul ELECTORAL DE L'EXTREME-DROITE

Salvador Alvarado

Managua, 17 mars (ANN). Les élections législatives et municipales réalisées le 10 mars dernier au Salvador n'ont donné qu'une très faible majorité au parti d'extrême-droite ARENA, malgré le recours à la fraude et l'utilisation massive des médias nationaux. Ces élections revêtent une importance particulière dans le contexte du dialogue entre le gouvernement et la guérilla. Le recul d'ARENA devrait l'affaiblir à la table des négociations et la présence au Parlement des partis de gauche qui ont obtenu 10% des voix sera un instrument de pression sur le gouvernement et les Forces armées.

Le gouvernement s'est efforcé de présenter ces élections comme une alternative à la négociation politique avec le FMLN. Bénéficiant de l'appui de l'oligarchie, ARENA a mené à coup de millions de dollars une campagne destinée à impressionner les secteurs peu politisés des zones rurales et de certains secteurs urbains de l'est du pays. Les partis de gauche (la Convergence démocratique et l'Union démocratique nationaliste) n'ont disposé que de peu de moyens et ont été confrontés tout au long de la campagne à une répression qui s'est soldée par plusieurs assassinats et emprisonnements. Le "mystérieux" attentat qui a détruit le seul quotidien de gauche, le *Diario Latino*, est un des épisodes les plus visibles de cette répression sélective qui a joué son rôle dissuasif auprès de la population et qui, pour n'être pas massive, n'a pas déclenché de protestation internationale. La campagne électorale des partis de droite a touché plutôt à des questions de forme que de fond: ARENA et la démocratie chrétienne ont passé leur temps à se lancer des attaques personnelles et à s'accuser mutuellement de corruption. Tous les partis ont cherché à récupérer à leur actif l'aspiration à la paix mais seuls les partis de gauche ont fait dans ce sens des propositions sérieuses.

Sous le prétexte de garantir le bon déroulement des élections, les forces armées ont tenté de reprendre le contrôle de certaines zones desquelles elles avaient été expulsées par le FMLN ou obligées de réduire leur présence. Les objectifs de leur tentative étaient clairs : intimider l'électorat, maintenir la pression militaire sur les unités du FMLN et réintroduire leurs troupes dans des régions qui pourraient être sujettes à une négociation territoriale. La guérilla a respecté la trêve de trois jours à laquelle elle s'était engagée mais elle a repoussé toute intrusion sur les territoires qu'elle contrôle.

L'abstention de plus de 50% de l'électorat a été la principale caractéristique de cette journée du 10 mars, en droite ligne des précédentes consultations électorales : une grande partie de la population ne croit plus que les

urnes puissent apporter une solution aux problèmes du pays. De plus, le gouvernement a fait tout son possible pour entraver le vote de l'électorat progressiste : selon les dirigeants des partis de gauche, les bulletins de vote correspondant à leurs listes ont été souvent subtilisés, les noms d'électeurs connus pour leur sensibilité de gauche ont été retirés des listes électorales et certains bureaux de vote ont été déménagés au dernier moment. Les observateurs de l'OEA ont reconnu "quelques irrégularités, mais sans gravité". L'évêque auxiliaire de San Salvador, Monseigneur Rosa Chavez, a déclaré pour sa part les élections "irrégulières" et la fraude a été dénoncée par le FMLN.

Quelques conclusions se dégagent de ces élections du 10 mars dernier. De toute évidence, elles ne représentent pas la solution au problème salvadorien mais elles pourraient bien être partie de cette solution. Le plébiscite que le gouvernement espérait pour entériner sa politique et éviter d'avoir à négocier sérieusement avec la guérilla n'a pas eu lieu. Le peuple a dépassé ses peurs anciennes en apportant un large soutien aux partis qui défendent une issue politique au conflit armé. Cette tendance a été notable en particulier dans les secteurs urbains traditionnellement influencés par la propagande démagogique du gouvernement. Enfin, la fraude qui a entaché le processus électoral rend évidente l'urgence d'une démilitarisation de la société, de la création d'un véritable pouvoir électoral et d'une réforme de la Justice qui permettent la réalisation prochaine d'élections libres de toute répression et intimidation.

EL SALVADOR: LA PAIX NE PASSE PAS PAR LES ELECTIONS

Une entrevue avec Francisco Sandoval, dirigeant du FMLN, par Sergio Ferrari

Managua, 18 mars (ANN). Quelques jours après les élections salvadoriennes, Francisco Sandoval, un cadre militaire du FMLN, a répondu par téléphone aux questions de Sergio Ferrari.

SF: Quelle est votre analyse des élections?

FS: L'élément le plus frappant est le taux d'abstention. Il reflète la méfiance des principales forces sociales du pays à l'égard des élections. Pour ARENA, qui proclamait que le vote serait massivement en sa faveur, c'est un premier pas vers l'échec.

SF: Le FMLN interprète-t-il cette abstention comme un vote en sa faveur?

FS: Non, plutôt comme un ordre donné au FMLN et au gouvernement d'accélérer les négociations pour mettre un terme au conflit. Le peuple a su que les élections ne résoudre pas ses problèmes et il l'a exprimé.

SF: *Ce sont les élections en général ou bien celles-ci en particulier qui ne représentent pas la solution pour résoudre le problème salvadorien?*

FS: Celles-ci. Nous ne repoussons pas la voie électorale lorsqu'elle garantit une participation libre et démocratique du peuple à l'abri de la terreur et de la fraude.

SF: *Vous voulez dire qu'il y a certitude sur le fait qu'ARENA a fraudé?*

FS: Plusieurs forces politiques et syndicales ont dénoncé de graves anomalies. L'OEA en a signalé certaines. La principale force syndicale a prouvé que de nombreux électeurs inscrits n'apparaissent pas sur les listes.

SF: *Où en est la négociation entre le gouvernement et le FMLN?*

FS: Elle est pour le moment dans l'impasse. Au cours de la dernière rencontre au Costa Rica, le gouvernement a manifesté une attitude inflexible et cela pour plusieurs raisons. Il comptait tout d'abord sur une victoire rapide des Etats-Unis en Irak pour obtenir une aide militaire supplémentaire et, de plus, il attendait les élections. Il pensait emporter une majorité absolue aux législatives et arriver ainsi à la table de négociation avec un meilleur rapport de force.

SF: *De qui dépend maintenant la relance du dialogue?*

FS: Le FMLN prépare une nouvelle proposition de paix qui sera présentée très prochainement. ARENA a exclusivement la responsabilité du blocage actuel.

SF: *Quelle sera la position du FMLN sur la question des Forces armées dans cette nouvelle proposition?*

FS: Le FMLN a déjà assoupli ses positions initiales sur cette question en acceptant l'idée que la dissolution des deux armées ne sera pas pour tout de suite et que sa mise en oeuvre dépend des progrès de la négociation sur les différents points débattus. Par contre, certains aspects ne sont pas négociables, comme la démilitarisation de la société ou l'arrêt de l'impunité pour les corps de répression.

SF: *Quel est l'état d'esprit qui règne à l'intérieur du pays, dans les zones contrôlées ou en conflit?*

FS: Les dix ans de guerre se font sentir mais le peuple -et je me réfère plus spécialement aux secteurs ruraux- se

rend compte que les causes de la guerre demeurent et que tant qu'on n'en finira pas avec les causes, il n'y aura pas de solution.

SF: *La nouvelle situation mondiale, dominée par le triomphe et l'hégémonie des Etats-Unis, démoralise-t-elle les militants?*

FS: Il existe une inquiétude liée au fait qu'il n'y a plus de forces révolutionnaires dans le monde capables de faire contrepoids à la stratégie des Etats-Unis. Mais cela ne nous paralyse pas. Dans notre pays, l'injustice qui nous a poussés à entrer en lutte est encore présente dans chaque recoin de notre vie quotidienne et nous devons trouver une solution.

SF: *Croyez-vous à une intervention militaire des Etats-Unis au Salvador si le conflit s'aggrave ou menace leur hégémonie dans la région?*

FS: Non. Bien qu'en ce moment, les Etats-Unis soient bercés par leur sentiment de toute-puissance, ils n'ont pas d'intérêts économiques au Salvador comme en Irak. Une analyse froide du coût d'une intervention les y ferait réfléchir à deux fois. Ce n'est pas qu'ils aient peur de la guérilla mais du fait du caractère spécifique de l'affrontement, celui d'une lutte irrégulière, le prix à payer serait trop élevé.

NOTE: Cette proposition a été faite lors du sommet de San José VII qui s'est tenu à Managua, voir "San José VII: le conflit salvadorien prend le pas sur les thèmes économiques".

LE BELIZE ENTRE LES CARAIBES ET L'AMERIQUE

Managua, 12 mars (ANN/Inforpress centroamericana). Indépendant de la Grande-Bretagne depuis 1981, le Belize est géographiquement un état centraméricain, mais sa pleine intégration à la région reste encore à faire. A cause de son histoire, de sa culture et de la proximité des Caraïbes, c'est avec cette région qu'il a développé des relations économiques et politiques. Le 8 janvier, après plusieurs essais infructueux, le Belize a fait son entrée dans l'Organisation des Etats Américains (OEA) grâce à l'appui de tous les pays membres, y compris le Guatemala avec lequel il a pourtant depuis plus d'un siècle un conflit territorial.

Le Belize est donc devenu en janvier le 34ème pays membre de l'OEA, après l'abolition d'une des conventions de cette organisation qui interdisait l'intégration d'une nation ayant un litige territorial. Le gouvernement

guatémaltèque a déclaré que le différend ne portait plus aujourd'hui que sur la délimitation des frontières, après avoir considéré pendant longtemps que le territoire entier du Belize lui revenait de droit: il ne réclame plus qu'une enclave sur la côte atlantique et une autre zone économiquement intéressante. En 1985, la nouvelle constitution du Guatemala, contrairement aux précédentes, n'a plus fait mention du Belize comme partie du territoire national et l'exécutif a été chargé de proposer un accord qui devrait être soumis à un plébiscite. Cette position réaliste a permis un rapprochement diplomatique avec le Belize et une reprise des relations commerciales.

Mais pour de multiples raisons, l'ancienne colonie anglaise est encore marginalisée et isolée de ses voisins, dont beaucoup de traits la distinguent: indépendance récente, population noire de culture caribéenne et de langue anglaise, religion protestante. Ce pays pauvre, qui tire l'essentiel de ses ressources de l'agriculture -jusqu'à une date récente, principalement l'exportation de marijuana- a vu son expansion commerciale et politique vers l'Amérique centrale bloquée par son conflit territorial avec le Guatemala. Le Belize ne fait donc partie d'aucune organisation centraméricaine et n'a pas été associé aux projets d'intégration économique régionale. Son partenaire économique est le Marché commun caribéen. Il est également membre des pays non-alignés et, comme toutes les anciennes colonies anglaises, fait partie du Commonwealth. Malgré son indépendance, des troupes anglaises sont stationnées au Belize et s'y maintiendront jusqu'à ce que le problème avec le Guatemala soit réglé. C'est ainsi qu'il en a été décidé par les deux gouvernements au cours de la visite récente à Londres du ministre des Relations extérieures du Belize.

Bien que les pays centraméricains, à l'exception du Guatemala, lui aient toujours reconnu ses droits de pays indépendant, le Belize n'a de relations qu'avec le Mexique et le Venezuela. L'intérêt du Mexique est interprété comme une volonté de s'introduire sur le marché caribéen et, pour le Venezuela, la région des Caraïbes est primordiale pour la circulation de ses pétroliers. L'entente entre ces deux pays est renforcée par le fait que le premier ministre du Belize, George Price, qui dirige le Parti uni de peuple (PUP), est membre de l'Internationale socialiste tout comme le président vénézuélien Carlos Andres Perez.

ACCOMPAGNER UNE REVOLUTION ET SES LENDEMAINS Lettre à l'intention de la solidarité

Francoise Laroppe

Managua, mars (ANN). Francoise Laroppe, ancienne traductrice de l'ANN, était en visite au Nicaragua en jan-

vier et février 1991. Militante de la solidarité, elle nous fait part de ses réflexions sur le travail solidaire dans la nouvelle situation.

Elba travaillait depuis dix ans à Esteli dans le programme d'Education pour adultes. En juin 1990, sa tête a été parmi les premières à tomber, bientôt suivie par celles de la plupart de ses collègues. Chef d'accusation: convictions sandinistes. Sentence: licenciement ou mutation d'office. Au terme d'une année lourde de traumatismes, Elba et ses collègues refont surface. Début 91, ils décident de sauver l'Education pour adultes menacée par l'UNO en créant une association reposant sur le travail que chacun pourra apporter pendant son temps libre. Mais comment ce projet peut-il survivre si les forces extérieures capables de le soutenir retirent leurs pions?

Dans la campagne que l'on traverse pour aller à Pochomil, plusieurs communautés ont mis en route leur révolution locale. Il s'agit d'un projet de construction d'un vivier municipal conçu en 1989 par une poignée d'hommes et de femmes. Les femmes, qui sont aujourd'hui 45, ont pris en main les opérations. A l'annonce de la distribution de plusieurs hectares de terre, elles ont décidé de former des groupes de production agricole. Mais avec la débandade économique actuelle, où vont-elles trouver les ressources nécessaires à l'achat des semences et du matériel? Comment vont-elles consolider ce projet de développement intégral si l'organisme qui a aidé à la construction du vivier leur fausse compagnie?

A la mi-février, à la une des journaux, une grande manchette: *"Le ministère de l'Education supprime l'enseignement bilingue sur la Côte atlantique"*. Il torpille ainsi un des principes fondamentaux de la loi d'autonomie. Dans les jours qui suivent, le ministère annonce que *"le budget de la Côte atlantique sera réduit de moitié mais l'intention n'est pas de supprimer l'enseignement bilingue"*. L'effort fait dans ce domaine sera condamné si un appui extérieur ne vient pas à la rescousse.

Trois projets, trois piliers: l'indépendance culturelle, l'émancipation de la femme, l'autonomie. Les gens qui, pendant dix ans, ont oeuvré pour ouvrir la brèche, ceux d'entre eux qui décident aujourd'hui de poursuivre, en dépit des circonstances hostiles, n'ont que leur seul optimisme, fruit d'une évaluation suffisamment positive pour leur donner le courage de continuer le travail *"révolutionnaire"*. Peu importe si ces personnes représentent 50, 30 ou 20% de toutes celles qui étaient engagées auparavant. L'important, c'est qu'elles existent. Plus important encore, qu'elles ne soient pas abandonnées par toutes les volontés solidaires en proie à un vague à l'âme fatal, qu'elles ne soient pas oubliées par toutes les ferveurs politico-révolutionnaires déçues dans leurs rêves ou découragées par le changement de gouvernement.

Ce n'est pas le moment de rêver. Le travail exterminateur de l'UNO avance et c'est maintenant qu'il faut sauver les meubles. Deux mesures de sauvegarde sont possibles: les projets gouvernementaux deviennent communaux là où le FSLN a gagné et autonomes là où il a perdu. "Movimiento comunal" et "grupos autonomos": deux nouvelles réalités qui traduisent des élans individuels et collectifs, "desde abajo", à la base, sans attendre que le FSLN ait fini son examen de conscience, sans attendre qu'il prodigue de nouvelles consignes. Cette capacité d'auto-réorganisation est un héritage gratifiant de ces dix ans et c'est aussi une promesse de perspectives. N'est-ce pas là justement que, pour la solidarité, le bât blessait? N'est-ce pas cette autonomie que nous réclamions?

Les comités perdent de leur force, les activités deviennent rares, le mouvement de solidarité se décompose... Si nous baissons si vite les bras, c'est que nous avons placé notre espoir trop haut et c'est notre responsabilité que de l'avoir fait. A notre tour aussi de nous ressaisir. Les Nicaraguayens qui se réorganisent sont plus que jamais tributaires de notre effort financier pour la réalisation des projets, mais surtout de notre soutien solidaire.

EN BREF

L'UNIVERSITE EN LUTTE. A la suite de la maxidévaluation de 400%, le gouvernement a décidé de n'augmenter le budget de l'Enseignement supérieur que de 216%, ce qui oblige les universités à réduire les salaires de 48% et les bourses de 54%. Le personnel et les étudiants exigent une hausse de 310% pour rétablir la situation, déjà critique, qui existait avant l'application du plan. Ils ont manifesté dans la rue et ont occupé les locaux de la télévision. Le ministre des Finances a expliqué dans une conférence de presse, avec force chiffres et schémas, que l'Université est privilégiée par rapport au primaire et que si les bourses ont diminué c'est parce que les salaires des enseignants ont augmenté. Le plus haut salaire, celui du recteur, est de 1 700 cordobas (340 dollars).

LES MEDECINS ET INFIRMIERES en grève de la faim durant 25 jours pour soutenir la lutte de la Santé, ont cessé leur mouvement. Mais l'infirmière Aminta Chinchilla pourra difficilement se remettre d'un si long jeûne. Elle avait déjà participé à la grève de la faim menée contre la dictature par Bertha Calderon et qui avait coûté la vie à cette dernière. Dona Aminta a fait preuve d'une grande fermeté et d'un grand courage, refusant de s'arrêter quand, dans un état déjà grave, des personnalités sandinistes l'ont exhortée à accepter de se nourrir.

SCANDALE AU MINISTERE DE LA CONSTRUCTION où les autorités avaient décidé de vendre pour 400'000 dollars à des nicaraguayens de Miami un lot de pièces de rechange dont le prix est évalué à cinq millions de dollars. Le scandale, révélé par Barricada il y a plusieurs semaines, a entraîné la destitution de plusieurs hauts fonctionnaires.

"LES RELATIONS SEXUELLES HORS MARIAGES SONT ILLICITES, comme nous l'enseignent les commandements de Dieu" et le livre d'instruction civique de la classe de sixième intitulé "Apprenons à vivre ensemble". Après avoir fait mettre au pilon quatre millions de manuels scolaires jugés trop politisés, le Ministère de l'Education (MED) a mis en circulation pour cette rentrée scolaire de nouveaux manuels qui semblent sortis tout droit du Moyen age des mentalités. Pas de tenue vestimentaire qui puisse "provoquer le désir sexuel" et surtout "se maintenir toujours occupés afin que nos pensées demeurent pures", tels sont quelques uns des préceptes de l'instruction civique revue et corrigée par les obscurantistes qui sévissent au MED.

LA PROCHAIN RENCONTRE DES PAYS DONATEURS aura lieu le 26 mars 1991 à Washington. Le Nicaragua essaiera une fois de plus d'obtenir les 300 millions de dollars dont il a besoin pour liquider sa dette envers la Banque mondiale. Comme pour les précédentes conférences de Rome et Paris, Sergio Ramirez sera présent au nom du FSLN pour appuyer la demande du gouvernement. Le FSLN a déclaré qu'il espérait que les ressources obtenues seront consacrées à la production, à la stabilité de l'emploi et bénéficieront à l'ensemble de la population.

LES PREMIERES BANQUES PRIVEES pourront s'ouvrir dans 3 mois: l'Assemblée nationale a approuvé la loi sur la création d'une super-Intendance des banques chargée de surveiller le crédit financier et morale des futurs établissements bancaires. Cette Intendance sera à la charge du ministre de l'Economie et des Finances, du président de la Banque centrale, de l'Intendant des institutions bancaires et d'un représentant du FSLN. Pendant que l'Assemblée discutait la loi, d'anciens requins de la finance liés au somozisme et coupables d'avoir décapité le pays en 1979 rôdaient dans les couloirs et multipliaient leurs pressions sur les députés de l'UNO pour qu'ils votent des conditions moins strictes d'autorisation d'ouverture. Le FSLN a menacé de retirer son appui à la loi si son contenu initial en était changé.

ENTRE AMIS. Après la démission d'Emiliano Baltodano, le nouveau Contrôleur du Nicaragua a été élu par l'Assemblée : Guillermo Potoy, militant du parti social-démocrate d'Alfredo César, a reçu également les voix du FSLN. Le président de l'Assemblée, A. César, qui semble intéressé par l'ouverture d'une banque privée, devrait se réjouir de cette nomination.

LE CHEQUE EN BLANC donné au gouvernement par le Congrès permanent des travailleurs (CPT), l'organisation des syndicats de droite, pourrait aboutir à une division : certains de ses membres s'inquiètent en effet d'une perte de crédibilité de leur syndicat auprès des travailleurs.

CHOLERA. L'épidémie de choléra qui sévit au Pérou, se propage vers le nord. Des cas ont été signalés au Panama. Le ministère de la santé a entrepris une campagne de prévention donnant les conseils d'usage. Cette maladie frappe surtout les populations qui n'ont pas de bonnes conditions sanitaires: c'est avant tout une maladie des pauvres.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

